



HAL
open science

L'utopie libérale en Europe de l'Est

Jérôme Sgard

► **To cite this version:**

| Jérôme Sgard. L'utopie libérale en Europe de l'Est. Revue Esprit, 1992. hal-03585838

HAL Id: hal-03585838

<https://sciencespo.hal.science/hal-03585838>

Submitted on 23 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'utopie libérale en Europe de l'Est

Jérôme Sgard

UNE DES ÉVOLUTIONS les plus remarquables à l'est de l'Europe, depuis l'automne 1989, est l'influence très large, voire l'hégémonie, qu'a trouvée rapidement un discours de type ultralibéral. Centrés principalement sur les réformes économiques, sa logique et son programme s'étendent toutefois à l'ensemble du champ social, si bien qu'il se présente en fait comme une sorte de discours total, supposé rendre raison de l'ensemble du processus de réforme : passage en trois ou cinq ans à l'économie de marché, privatisations à marche forcée, repli général de l'État, etc., le tout conduisant à une sorte de démocratie capitaliste construite à la base, par un peuple de petits actionnaires entrepreneurs et vertueux. Toutes ces têtes de chapitres des manuels d'économie les plus orthodoxes ont en fait été reprises, dès le lendemain des révolutions de 1989, pour décrire une société de libre concurrence idéalisée telle que nous savons à l'Ouest qu'il n'en a jamais existé, mais dont le dessein, à en croire certains, serait maintenant en passe de se réaliser, à l'est d'une Communauté européenne supposée à jamais asphyxiée par ses corporatismes et sa bureaucratie.

Ce libéralisme à la fois très doctrinaire et très économiciste représente une nouveauté importante qui se traduirait, si elle devait se maintenir, par la formation de cultures politiques et éventuellement de régimes sociopolitiques assez différents de ceux auxquels on est habitué en Europe occidentale. Il renouvellerait aussi profondément les traditions politiques locales, qu'elles soient issues de l'avant-guerre ou des mouvements d'opposition des trois dernières décennies : la gauche démocratique autant que les conservateurs traditionnels se

trouvent désormais confrontés, au moins sur le plan idéologique, à un redoutable concurrent de droite, porteur d'un projet fortement structuré, très à même, par exemple, de reprendre les thèmes de la modernisation économique ou de l'ouverture européenne. Un aspect important de cette influence très large est qu'elle ne partage pas verticalement les nouveaux champs de forces politiques, entre des courants majoritaires qui se reconnaîtraient exclusivement comme libéraux, et d'autres qui, à l'inverse, se définiraient comme antilibéraux et s'attacheraient à formuler des programmes alternatifs, de réforme ou de non-réforme. En fait, on observe plutôt un partage transversal, où presque tous les courants prétendent s'identifier à cette doctrine et développent des arguments et des propositions qui se rattachent au moins formellement à elle. La différenciation entre ces diverses forces repose alors sur la relation que chacune établit entre l'objectif en principe commun de transition libérale, et la mobilisation plus ou moins massive de thèmes et de propositions issus de la seule grande force idéologique concurrente : le discours de la nation et de la tradition, de la souveraineté et de l'identité ; discours qui, éventuellement, mais non fatalement, entraîne avec lui la cohorte désormais bien connue de l'autoritarisme, de la xénophobie et du repli anti-européen – en un mot le populisme, qu'il soit le « bruit de fond » de cultures politiques en crise ou bien l'alternative au projet libéral¹.

Après deux années de stabilisation progressive et souvent difficile des nouveaux échiquiers politiques, trois regroupements principaux se distinguent nettement, qui établissent chacun une articulation spécifique entre discours libéral et populiste : les mouvements extrémistes, de gauche comme de droite, souvent convergents, puis les conservateurs, enfin ceux que l'on appellera les libéraux modernes.

Les populismes extrêmes

Tout d'abord, à l'extérieur de l'« arc constitutionnel » des partis réformateurs, on trouve deux franges extrêmes, plus ou moins isolées de l'espace politique légitime : d'une part une extrême gauche issue des partis et des syndicats communistes, ayant surtout un positionnement de type syndical ou corporatiste ; et de l'autre une extrême droite plus ou moins structurée, où naîtra sans doute, le cas échéant, la contestation populiste des orientations prises depuis 1989. Dans ces mouvements de gauche comme de droite, l'anticapitalisme implicite tout comme le refus encore tu de l'intégration européenne se traduisent

1. Voir : Joseph Krulic, « Les populismes d'Europe de l'Est », *le Débat*, novembre-décembre 1991. Adam Michnik, « Correspondance », *Lettre internationale*, automne 1991.

par des stratégies d'« instrumentalisation radicale » des thèmes libéraux : sans aucun souci de cohérence formelle et de viabilité politique, on fait mine de prendre au mot le discours libéral pour le retourner rhétoriquement contre les nouvelles élites dirigeantes, prouvant ainsi leur duplicité. Accusés de constituer une nouvelle nomenklatura, de vendre le pays à l'étranger, de racketter les entreprises ou de ne pas avoir suffisamment purgé les administrations communistes, ces nouveaux dirigeants se seraient ainsi disqualifiés, prouvant du même coup au bon peuple que le projet libéral n'était pas celui voulu en 1989, car étranger en fait aux « traditions », à la « culture » ou à l'« âme » du pays.

Plus généralement, la surenchère anti-étatique, la critique des corps intermédiaires et l'anti-intellectualisme visent à évoquer la possibilité d'une politique directe, non médiatisée, entre le peuple et ses dirigeants. Politique qui serait porteuse d'un ordre unanimiste, à la fois utopique et réactionnaire, et où les intérêts sociaux menacés par les réformes se réconcilieraient idéalement avec la promesse libérale de richesses partagées. Cet effet de magie politique n'est pas dû toutefois à la seule duplicité de tribuns nauséabonds : il est aussi le produit des conditions sociales et culturelles dans lesquelles est reçu aujourd'hui, en Europe de l'Est, ce discours très abstrait sur l'économie et le changement social. Parce que les expériences capitalistes d'avant-guerre sont limitées et que le discours du marché généralisé ignore absolument les conditions concrètes de la transition, il ne correspond pas ici, et contrairement aux sociétés occidentales, à une expérience et à une pratique sociales fortes.

Toutes choses égales par ailleurs, l'économisme libéral ne peut pas avoir, pour le mineur silésien, le sens immédiat et concret qui permet au politicien en campagne dans le Middle-West de lier l'énoncé de ces principes généraux de la vie collective avec les intérêts et les préoccupations des exportateurs de blés auxquels il s'adresse. Ce qui sera reçu par ces derniers, c'est une vision standardisée de ce vers quoi, pour bien faire, il faudrait tendre, évocation à laquelle le bon professionnel joindra certaines promesses plus catégorielles et plus ou moins cryptées. Dans le contexte des sociétés postcommunistes, ou du moins dans certaines de leurs catégories sociales, on observe cependant une tendance à prendre cette vision en quelque sorte au sérieux, auquel cas elle devient une véritable utopie : la représentation d'un ordre social imaginaire, rationalisé, équilibré, placé au-delà de toute contingence historique et donc de toute contrainte de réalisme. Elle peut alors s'allier naturellement avec d'autres thèmes de type messianique ou unanimiste et se transformer en un message, ou une révélation, appelant à la simple croyance ou à l'acte de foi, par opposition à une argumentation rationnelle, ouverte à la contradiction

et aux démentis de l'expérience. C'est exactement ce qui s'est passé en Silésie polonaise, en 1990, lorsque le candidat Tyminski est venu de sa banlieue canadienne promettre aux mineurs de chasser les juifs installés au pouvoir, et leur apprendre ensuite comment « faire des dollars » pour qu'ils deviennent rapidement aussi riches que lui.

Cette compréhension presque entièrement retournée de l'économisme libéral se développera d'autant plus facilement qu'il sera reçu dans un monde déstructuré, dont les référents sociaux donnent l'impression de s'effacer et qui devient de ce fait illisible à ceux dont les capacités d'adaptation et d'anticipation sont les plus limitées. De scientifique, ce discours devient ainsi, non pas pragmatique, ce qui serait normal, ni même idéologique, ce qui serait habituel, mais unanimiste, antidémocratique et accessoirement anticapitaliste. Il s'assimilera plutôt, dans de telles conditions, aux diverses formes de messianismes que l'on peut voir se développer dans des sociétés traditionnelles brusquement déstabilisées par les premières formes de développement capitaliste.

Le parti de la tradition

En opposition à ces populismes plus ou moins extrêmes, les forces politiques démocratiques, au pouvoir depuis 1989, sont porteuses du consensus actuel sur le passage à l'État de droit et à l'économie de marché. Généralement apparues au cours des dernières années des régimes communistes, ces forces ont en commun de vouloir prendre au mot le programme libéral pour guider un processus de transition se voulant rationnel, pragmatique et pluraliste. De leur point de vue, c'est donc à l'intérieur de cet espace politique central que devraient normalement se réaliser les futures alternances, et c'est à partir de cette souche libérale que devraient se former les grands courants structurants d'une future démocratie stabilisée. Ici s'établit, par conséquent, le caractère hégémonique de l'économisme libéral, qu'illustrent à la fois l'illégitimité présente de ces concurrents et sa quasi-identification avec l'éventail des forces démocratiques. En d'autres termes, face aux diverses tentations autoritaires et plus ou moins rétrogrades, il est devenu l'unique discours rationnel et ouvert sur le moment historique présent : sur le sens et les buts des réformes en cours, leur trajectoire passée et le projet qu'elles veulent porter – la démocratie, l'économie de marché et l'Europe. Il constitue en ce sens un discours politique au plus haut degré, par lequel la société, par ses divers représentants, cherche à se connaître et à se représenter à

elle-même ; il est le langage dans lequel ces réformateurs communiquent, énoncent leur projet démocratique, pensent et formulent les pièces successives de leur politique.

Avec une force égalée seulement, ce siècle-ci, par le communisme, l'économisme libéral apparaît ainsi comme une véritable *praxis*, au sens léniniste du terme : vision idéologique et unifiante du monde et de son devenir (au moins ici dans l'ordre du souhaitable), il est en même temps un guide d'action quotidien pour le politique à l'œuvre dans un vaste mouvement de restructuration sociale. Il définit un avenir possible, exclut des orientations divergentes, exprime un certain nombre de contraintes, et agit ainsi comme un principe de classement dans l'infini des possibles subjectivement ouverts en 1989.

Par cette capacité de représentation et de projection collectives, aussi sommaires soient-elles, l'économisme libéral se révèle ainsi porteur d'un puissant principe d'*inclusion politique* qui, dans une certaine mesure, vient compenser le fractionnement infini des partis et organisations politiques. Il apparaît en d'autres termes comme un facteur éminent de stabilisation sociale, dans un contexte où les éléments de continuité sont rares, tant sur le plan des structures sociales que sur celui des représentations collectives. Avides de prophéties autoréalisatrices, les économistes pourraient dire aussi, dans leur langage, que la représentation du futur qu'il offre permet de stabiliser les anticipations des agents, et qu'en élargissant ainsi l'horizon de leur calcul, il accélère la rationalisation effective de leurs comportements, et par conséquent celle de l'ensemble de l'économie.

Deux courants principaux structurent cet espace d'une politique démocratique, unifié par l'économisme libéral. D'un côté, un regroupement conservateur peut se définir par la recherche d'une sorte de compromis historique entre d'une part la démocratie et l'économie de marché, et de l'autre un certain nombre de traditions politiques nationales, issues généralement des partis chrétiens, agrariens et nationalistes d'avant-guerre. Majoritaire en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, en Lituanie, et à certains égards en Croatie et en Russie, ce courant se donne donc pour objectif principal de construire une économie de concurrence, ouverte aux échanges internationaux et dominée par le secteur privé. Cette priorité pratique, qui jusqu'ici n'a jamais été démentie, est cependant adossée, sur le plan idéologique, sur un discours plus traditionaliste, fondé notamment sur la défense des valeurs nationales ou religieuses. Celles-ci apparaissent alors comme des « pourvoyeuses de sens » aux côtés d'un discours économique soutenu par des critères de réalisme ou de nécessité. En somme, le marché et l'ouverture européenne ne font pas véritablement l'objet d'un choix, ou d'une *préférence délibérée*, mais sont le moyen

d'une politique dont les vrais buts sont d'une autre nature – par exemple, la restauration de la nation dans sa vérité et sa souveraineté.

La question de la cohérence ou de la hiérarchie possible entre ces deux logiques est évidemment posée d'emblée. Et généralement assumée comme telle, notamment à travers les questions de la modernité sociale, de la valeur du modèle consumériste occidental ou encore du type d'intégration européenne souhaitable. Ces évolutions à venir ne risquent-elles pas, s'inquiètent ces conservateurs, de dissoudre progressivement toutes les adhésions et cohésions sociales qui ont permis entre autres de résister à quarante années de communisme : la famille et la religion, les valeurs et la culture traditionnelles, le sentiment d'appartenance à une histoire collective ? Les solutions envisagées à ce dilemme idéologique sont déjà nombreuses, et se rattachent toutes à l'une ou l'autre des grandes traditions conservatrices apparues en Europe depuis le début du XIX^e siècle : acceptation d'une fatalité du désenchantement, recherche d'une forme de modernisation conservatrice, relecture des pères fondateurs de la démocratie chrétienne, enfin, projet catholique-polonais de « ré-évangélisation de l'Europe », particulièrement symptomatique du pessimisme profond avec lequel les forces de la tradition accueillent l'économie de marché et plus généralement l'ouverture à la modernité occidentale.

Le problème immédiat est que cette tension idéologique sous-jacente aboutit, dans le contexte postcommuniste, à des formes dangereuses de partition de l'espace politique : la tendance à extérioriser, ou à neutraliser la dimension socio-économique va alors de pair avec des tentatives donquichottesques de reconstruire un nouvel espace politique, ou « politisable », sur le seul support des symboles et des valeurs. Or rien ne permet d'affirmer qu'un tel dualisme puisse être porteur d'une dynamique durable de démocratisation de la société. En filigrane, il indique bien, en tout cas, selon quelle pente des gouvernements conservateurs en difficulté pourraient aller chercher un surcroît de légitimité en dehors des principes institués du débat démocratique et des règles de civisme, sinon de civilité, qui l'accompagnent. Placer exclusivement le débat, et donc la concurrence politique, sur le terrain des valeurs, de l'identité et de la fidélité nationales, c'est en effet s'appuyer sur ce qui apparaît au sortir du communisme comme le fondement même du lien social, sinon son unique et étroite réalité ; c'est donc, dans une situation de forte anomie sociale, prendre le risque de se placer de plain-pied avec un discours essentialiste, se prêtant à la fermeture du débat et au refus des différends. L'éventail des forces qui ont soutenu la candidature de Lech Walesa aux élections présidentielles polonaises illustre déjà

la capacité mobilisatrice de cet axe conservateur-populiste, et les déplacements rapides qu'il permet de l'une à l'autre de ses extrémités.

Plus généralement, le renforcement ou l'affaiblissement de cette convergence pourrait apparaître comme la mesure la plus directe de la consolidation ou non d'un espace politique démocratique, susceptible d'admettre en son sein la pluralité. La contestation du contrat démocratique de 1989 verrait ainsi les conservateurs glisser vers des positions tacitement, puis peut-être manifestement antilibérales et anti-européennes, ce qui illustrerait bien le caractère à la fois large et très instable de l'hégémonie libérale : discours unique de la transition vers le marché, elle a les limites exactes du soutien que les couches les plus larges des populations ont accordé jusqu'à présent à ces réformes.

A l'inverse, une évolution positive verrait se stabiliser et se diversifier un jeu politique entre les démocrates réformateurs, réunis aujourd'hui sous la bannière de l'économisme libéral. D'une certaine manière, la phase d'hégémonie actuelle apparaîtrait ici comme le degré zéro de la politique postcommuniste, un peu comme dans le champ économique, où les réformes radicales de 1990 ont marqué comme un point d'entrée unique dans le processus de transition à l'économie de marché. L'entrée dans cet espace politique provisoire, solidifié par le libéralisme radical, est en effet nettement repérable dans la chronologie des réformes. Elle suit immédiatement la période révolutionnaire, pendant laquelle dominait la confrontation des communistes, plus ou moins réformateurs et plus ou moins divisés, et de tous les autres : sociaux-démocrates, libéraux, conservateurs et nationalistes. Et, dans tous les cas de figure centre-européens (table ronde polonaise, révolution tchèque, autodissolution hongroise) on a observé que, du jour au lendemain, le départ des communistes instituait un nouvel espace politique, clairement identifiable : hégémonie libérale, division des anciens opposants, délégitimation brutale de la gauche au sens large et indétermination – quant à la limite à droite – de cette nouvelle politique légitime. L'avenir dira par conséquent si la sortie de cette phase provisoire prendra la forme de la consolidation ou bien de l'affaiblissement de cette limite instable à droite².

On saura également dans les mois et les années à venir dans quelle mesure ce schéma s'appliquera dans l'ancienne Union soviétique et dans les Balkans, ou bien si un ou plusieurs autres modèles devront

2. La victoire électorale du Parti démocratique civique de V. Klaus, en Bohême et Moravie, en juin 1992, semble s'inscrire dans un scénario de stabilisation. En dépit des accents démagogiques de sa campagne pour l'« épuration » des communistes, ce parti a en effet un discours proche de celui de son modèle, le *Tory* britannique : à tonalité populaire, il est très libéral en économie et très conservateur sur le plan social. Toutefois, contrairement à celui de ses homologues polonais ou hongrois, ce discours est *laïc*, ce qui marque sa grande singularité en Europe centrale, qui est sans doute également celle de l'ensemble de ce pays.

être envisagés. En Bulgarie, par exemple, la phase révolutionnaire, telle qu'on l'a définie, semble s'être achevée à l'automne 1991, avec la victoire aux élections législatives de l'opposition anticomuniste. L'ancien parti dominant va-t-il maintenant s'effacer, ou bien le processus de réforme va-t-il au contraire se poursuivre durablement dans le cadre encore inédit d'un système politique qui resterait fortement bipolaire, voire marqué par une forme d'alternance ? La Roumanie, à l'inverse, apparaît encore comme un cas d'inachèvement de la phase révolutionnaire ne s'accompagnant pas toutefois d'une véritable consolidation néocommuniste. L'alliance démocratique, victorieuse aux élections locales du début de 1992, pourra-t-elle imposer finalement un processus de démocratisation de type centre-européen ? Ou bien les réformateurs communistes, réunis autour de Petr Roman, trouveront-ils la voie d'un « transformisme » ou d'un « hyper-gradualisme » qui ne soient pas simplement la restauration de fait des anciennes forces politiques ? Si elles se confirment, ces hypothèses bulgares et roumaines de bipolarité maintenue et de transformisme plus ou moins effectif pourraient dessiner des schémas de réformes, ou de non-réformes, applicables aux nouvelles républiques de la CEI. Ces dernières se caractérisent souvent par une présence encore très forte des hommes et des appareils de l'ancien régime, généralement alliés aux mouvements nationalistes dans des configurations où les « libéraux modernes » ne semblent pas à même de structurer autour d'eux les nouveaux systèmes politiques³.

Les libéraux modernes

Après les vrais populistes, qui sont de faux libéraux, et les conservateurs, qui sont des libéraux malheureux, un troisième regroupement est composé par les libéraux modernes, ou européens. Bien que bénéficiant d'une position dominante sur le plan intellectuel, assurée elle-même par la présence dans les rangs des principaux intellectuels organiques du postcommunisme, ce dernier courant est en général nettement minoritaire dans les opinions publiques (10 à 25 % des voix) ; il souffre en outre de son très large éparpillement sur un spectre qui, à l'aune de la politique ouest-européenne, irait des franges de la social-démocratie jusqu'à diverses formes de thatchérisme flamboyant. Au-delà de leur fractionnement et de la qualité de leurs chefs

3. Ainsi, dans le cas particulier des « nations en fabrication » (Biélorussie, Turkménistan, Kazakhstan...), peut-on se demander si ces dernières pourront s'instituer directement sur un contrat démocratique ; sinon, l'artifice qui a présidé à leur émergence condamnera-t-il ces nouveaux espaces politiques à ne prendre forme que dans la violence, qu'elle soit symbolique ou ouverte, l'une et l'autre excluant *de facto* la pluralité de la représentation démocratique ?

de file, ces libéraux modernes se distinguent des conservateurs par un programme économique généralement plus radical et surtout, sur le plan idéologique, par une forme d'« autolégitimation des réformes ». Le projet d'une société de concurrence et d'initiative individuelle, ouverte aux influences extérieures, apparaît ici comme souhaitable en soi, désignant en fait le prolongement normal des révolutions de 1989. De même, le « retour à l'Europe » est conçu comme une adhésion entière au projet moderne d'émancipation individuelle et de sécularisation du politique, par opposition aux vues à la fois désenchantées et volontaristes de nombreux conservateurs ou bien de l'Église catholique.

Ceci établit par conséquent ces « vrais libéraux » dans une certaine distance critique à l'égard de l'histoire de leurs pays, ou de certaines de leurs expériences passées (fascisme hongrois, démocratie nationale polonaise, formes variées d'antisémitisme, etc.). De même, les valeurs de la tradition, de la religion ou de la morale sont généralement renvoyées à la sphère close du privé, ou bien incluses, chez les intégristes, dans la valeur intrinsèquement juste et bonne de toute société de libre concurrence. Peu nombreux sur le plan économique et social, les points de conflits avec les conservateurs ont donc tendance à se concentrer sur ce plan largement symbolique et à offrir tous les prétextes possibles aux multiples divisions, condamnations et excommunications : enseignement religieux à l'école, loi sur l'avortement, droits politiques des anciens communistes, restauration des « héros » de telle ou telle période confuse ou carrément sombre, etc.

Sociologiquement, deux composantes principales peuvent être distinguées au sein de ce courant libéral et moderne, qui reste globalement celui de l'intelligentsia et des classes urbaines les plus qualifiées. D'une part se retrouvent des technocrates classiques, souvent économistes et agnostiques, passés parfois par les universités américaines. On peut remarquer au passage que l'engagement politique de ces ingénieurs des réformes n'est pas toujours, avant 1989, un élément biographique marquant (ce qui au demeurant ne fait que confirmer une loi assez générale : dans les camps et les stades, on trouve toujours beaucoup plus d'écrivains et de philosophes que d'économistes). La personnalité la plus représentative serait ici *Leczek Balcerowicz*, grand architecte des premières réformes polonaises, ou bien tel ou tel membre de l'*establishment* des économistes hongrois – libéraux, chics et cooptés, cela depuis près de trente ans. Un cas extrême, voire déviant, serait *Vaclav Klaus*, vainqueur des élections tchèques, qui tranche à la fois par un extrémisme idéologique transmutant le libéralisme en une métaphysique, et par un savoir-faire politique, qui a fait ses preuves.

Face à cette technocratie plus ou moins éclairée, un second courant parmi les modernes réunit la majorité des anciens opposants aux régimes communistes : porteurs d'une expérience historique, ils ont fourni en Europe centrale les premières équipes gouvernementales démocratiques, en 1989 et 1990, avant de connaître une certaine marginalisation. Ainsi, l'échec de Tadeusz Mazowiecki, au premier tour des élections présidentielles polonaises, à la fin de 1990, a été aussi celui de la plus grande partie des anciens « conseillers » de Solidarité, issus eux-mêmes, bien souvent, du KOR des années 1976-1980. Un mouvement comparable s'observe en Tchécoslovaquie (affaissement de l'équipe Havel et de l'ancienne aile gauche du Forum civique), et également en Hongrie (échec électoral du parti des démocrates libres, puis renversement de la direction de Janos Kis) ; enfin, en une certaine mesure, une évolution similaire a été observée dans l'ancienne RDA, où les groupes et personnalités issus de l'automne allemand ont rapidement quitté le devant de la scène, chassés en fait par les hommes et les appareils ouest-allemands⁴.

Cette opposition entre jeunes technocrates et vieux militants dénote aussi une divergence entre un premier groupe, qui tend à se présenter comme « purement libéral » et volontiers conservateur, (dans un sens cette fois-ci assez américain), et un second courant plus soucieux des équilibres sociaux et de la dimension culturelle, non marchande des réformes⁵. Sans qu'il y ait nécessairement de lien entre ceci et cela, l'alternance discrète entre ces deux tendances a pu aussi marquer, notamment en Pologne, une inflexion notable sur le plan de la politique extérieure : de la recherche d'une coopération équilibrante avec la France, au choix d'une relation prioritaire avec l'Allemagne. Ceci, avec la baisse d'influence des anciens opposants, découle sans doute en partie de l'attitude de ces deux pays à l'égard des oppositions démocratiques au cours des années 1980.

Sur le plan d'ensemble, l'axe central de la politique démocratique qui oppose, toutes tendances confondues, libéraux et conservateurs exprime certainement la vieille opposition entre occidentalistes et slavophiles, ou entre urbains et paysans, et plus généralement entre une

4. On peut toutefois se demander si, dans ce dernier cas, les conditions de la réunification et l'ombre portée de la Stasi n'aboutissent pas tant à une instabilité « ordinaire » du système politique qu'à une incapacité politique plus radicale. Au-delà de l'union des deux États et des élections communes au Bundestag, la difficulté à dégager une nouvelle élite politique est-allemande témoignerait plus généralement des obstacles rencontrés pour reconstituer une vie politique locale ou régionale, représentative de la société est-allemande en ce qu'elle reste très distincte de la société ouest-allemande. On peut rappeler qu'à cette heure un seul des cinq nouveaux *Länder* reste dirigé par une personnalité est-allemande et que celle-ci, Manfred Stolpe, principale figure du SPD dans l'ancienne RDA, est aujourd'hui attaquée à son tour pour ses relations passées avec les services de sécurité.

5. Voir par exemple le récit des relations entre J. Kuron et L. Balcerowicz au sein du gouvernement Mazowiecki dans « Aider ceux qui en ont vraiment besoin », entretien avec J. Kuron, *la Nouvelle Alternative*, n° 23, juin 1991.

intelligentsia intégrée aux échanges et aux courants de pensée européens, et des sociétés qui restent fermement ancrées dans les cultures politiques plus ou moins hostiles aux diverses formes d'universalisme occidental. Pour très sensible que soit aujourd'hui cette opposition, on ne peut pas cependant la résumer aux termes canoniques auxquels on a recours habituellement à l'Ouest, et tout particulièrement en France : celui du *conflit classique* entre la tradition et la modernité, l'arriération et le progrès, l'obscurantisme et la raison. Par rapport à cette dialectique connue, des glissements et des évolutions ont entraîné au cours des dernières années une recomposition partielle du champ idéologique, qui confère désormais un caractère propre à la culture politique postcommuniste, et notamment à l'influence de l'économisme libéral. Ce sont donc moins les polarisations de ce débat qui sont en cause, que le rapport et la perspective historique dans lesquels elles sont posées.

Trois évolutions importantes rendent compte tout particulièrement de cette recomposition du paysage idéologique : la quasi-disparition de la gauche démocratique, la difficulté à reconstruire des mécanismes de représentation politique légitimes, enfin le caractère lui-même antipolitique que prend dans ce contexte l'économisme libéral.

La disparition de la gauche démocratique

Une première rupture découle de ce qu'au-delà du consensus sur les réformes économiques, le « parti moderne » ne peut plus s'appuyer sur la force politique qui, à bien des égards, aurait dû constituer, comme par le passé, son principal soutien : la gauche démocratique et sa philosophie politique rationnelle, progressiste et laïque.

On constate en effet qu'après avoir été dominante dans les anciennes oppositions, depuis la « sécession révisionniste » des années 1960 jusqu'aux combats des années 1980, cette gauche que l'on qualifierait à l'Ouest de social-démocrate, est aujourd'hui à peu près absente des nouveaux échiquiers politiques. Il est généralement admis comme allant de soi que la social-démocratie n'est qu'une variante honteuse, ou bien inconsciente, ou sophistiquée du communisme, la chute de celui-ci ayant accompagné le déclin de celle-là, selon une vision reagano-thatchérienne des années 1980 assez commune. Elle a été en fait emportée avec le communisme par la délégitimation profonde qui frappe tout discours rattaché de près ou de loin à cette tradition, y compris par les aspects qui, en Europe de l'Ouest, paraissent faire partie désormais du domaine commun :

rôle des solidarités et du dialogue social, place de l'État et des politiques publiques, défense des relations non marchandes, etc.

Tout particulièrement, parmi les nombreuses composantes idéologiques de la gauche démocratique, il apparaît que la tradition politique issue des Lumières et de la Révolution française ressort profondément affaiblie de quarante années de régime communiste. Cette tradition est souvent posée comme leur source idéologique première, porteuse des mêmes présupposés « prométhéens », « constructivistes » et « athées », c'est-à-dire des présupposés dont le communisme aurait été le produit à la fois achevé et fatal. C'est peu dire que les révolutions de 1989 ne sont pas reçues en Europe centrale comme l'écho lointain de celle de 1789 : elles seraient vues plutôt comme son ultime défaite, qui est aussi celle du contrat social et de la volonté de progrès. Ces dernières idées (contrat social et volonté de progrès) s'opposent à celle d'un ordre normal ou naturel des sociétés, qu'il s'agirait maintenant de restaurer grâce aux lois anonymes de l'économie de marché, appuyées éventuellement sur les valeurs traditionnelles de la nation et de l'Église.

Point n'est besoin, pour tenir de tels propos, d'être partisan de la « ré-évangélisation de l'Europe », pas plus que de la réécriture de l'histoire qu'elle suppose : tel est le point de départ du débat sur le sens des réformes, sur la modernité et, en termes plus neutres, sur les possibilités d'améliorer l'ordre social. Ainsi, dans le débat sur le « phasage » des réformes économiques et sur la recherche de voies de transition moins coûteuses socialement, Vaclav Klaus pouvait affirmer récemment qu'« après un an au cours duquel l'économie tchèque a été en grande partie réformée [...] je ne m'occupe plus de la succession dans le temps des mesures à prendre. Je suis profondément convaincu que cette notion n'est qu'une invention de technocrates ou de rationalistes, fondée sur une foi irréaliste dans la sociologie appliquée, le contrôle scientifique du processus de réforme et le réglage de précision des réformes⁶ ».

De manière plus générale, on a beaucoup sous-estimé, à l'Ouest, combien les valeurs occidentales de progrès, de développement et même de rationalité font l'objet d'une *mise en question* profonde dans l'Europe postcommuniste : bien au-delà du « parti de la réaction » et du très folklorique fatalisme slave, elle démarque en fait un pessimisme massif quant à la possibilité de restaurer des équilibres sociaux, mais aussi écologiques, culturels ou spirituels, après la catastrophe des quatre dernières décennies. Celle-ci apparaît en ce sens, mais de manière exemplaire, comme celle de toute la *civilisation industrielle et technologique*, si bien qu'à certains égards, le discours

6. *Bulletin du FMI*, 9 décembre 1991, p. 362.

convenu sur le « rattrapage », la « convergence » et la « réunification » européenne a un double, à l'Est. Mais celui-ci est orienté en sens inverse : l'échec de la modernité et du développement a pu se constater plus tôt de ce côté-là, mais *in fine* l'Ouest ne fait que suivre cette même voie condamnée, et à laquelle, pour dire vrai, on ne voit pas d'alternative.

Peu avant la révolution de 1989, Vaclav Havel s'exprimait dans les termes suivants, dans un livre d'entretien traduit dans plusieurs langues occidentales : « Aussi bien l'Occident que les pays de l'Est, bien que différents à maints égards, traversent une crise semblable, voire identique. [...] Cette évolution est liée au développement des sciences, des technologies et du savoir, lié à un élan moderne de la pensée et de l'esprit. Mais l'anthropocentrisme prétentieux de l'homme moderne, persuadé qu'il peut tout connaître et soumettre, me semble au fondement de la crise que nous traversons. [...] Alors, bien que cela puisse sembler paradoxal, il semble que seul le respect ethnique et spirituel d'une autorité "extra-universelle" – que ce soit l'ordre de la nature, du cosmos ou l'ordre moral et son origine impersonnelle, ou que ce soit l'absolu – puisse sauver la vie d'un "méga-suicide", la rendre supportable en lui restituant ses dimensions humaines⁷. »

« Il faut que l'homme retrouve dans ce monde non seulement un domicile, mais aussi un "chez soi", que son monde ait un ordre, une culture, un style. Qu'on y respecte et cultive avec sensibilité, même si ce doit être au détriment de la productivité, le profil du paysage ; qu'on vénère la fantaisie mystérieuse de la nature, de ses couleurs, et la multitude des liens impénétrables qui la rendent homogène ; que les villes et les rues aient leur caractère particulier, leur atmosphère unique ; que la vie humaine ne se réduise pas à la production répétitive des biens et à leur consommation, mais que des possibilités multiples lui soient ouvertes ; que les gens cessent d'être un troupeau, une marchandise manipulable et uniformisée, consommateurs de culture télévisée⁸. »

Au-delà du cas de Vaclav Havel, le moindre paradoxe des réformes est-européennes n'est donc pas que ce programme de restructuration sociale et de démontage économique s'appuie en fait sur une vision des sociétés et de l'histoire profondément pessimiste, conservatrice, voire réactionnaire. On ne veut reconnaître que le retour à un ordre collectif naturel ou quasi immanent dans un projet de recomposition du lien social dont la principale caractéristique est pourtant d'être

7. Vaclav Havel, *Interrogatoire à distance*, entretien avec Karel Hvizdala, éditions de l'Aube, 1989, p. 15-16. Voir également Tony Judt, "To Live in Truth, Vaclav Havel and the Privatizing of the Intellectuals", *Times Literary Supplement*, 11 octobre 1991.

8. *Ibid.*, p. 20.

exceptionnellement volontariste et, en un sens, artificiel. La situation postcommuniste aurait donc dû apparaître comme une expérience extrême de la modernité politique, approchant au plus près de la situation abstraite d'auto-institution de la Cité, en termes politiques, mais aussi en termes économiques, par la construction de la régulation la plus complexe et la plus exigeante qui soit en préconditions sociales et institutionnelles.

Le fait saillant est qu'à l'opposé d'un effort, indispensable mais peut-être surhumain, de maîtrise collective et de politisation du processus social, ces sociétés projettent des représentations d'elles-mêmes qui vont exactement à l'encontre de cette perspective. Ainsi, par un paradoxe poussé très loin, les thèmes de l'adaptation des comportements, du niveau de tension sociale supportable ou des risques de dérive autoritaire décrivent des sociétés qui, au moins par leurs élites, se pensent elles-mêmes comme le principal obstacle aux réformes qu'elles ont voulues. Par les discours tenus autant que par les comportements observés, ces programmes inédits de transition économique et de restructuration sociale semblent finalement ne pas avoir de sujet, si ce n'est le groupe étroit formé par les équipes gouvernementales et leurs divers mentors, consultants et experts occidentaux. Les manifestants de 1989, devenus électeurs en 1990, ont simplement accordé une légitimité à un programme de réforme sociale, qui ne s'est appuyé ensuite que sur les instruments politiques les plus indirects et les plus étrangers à toute forme de prise en charge collective : la monnaie et les prix, le droit commercial privé et les contrats de gérance, les *vouchers* de privatisation et les diverses formules de fonds communs de placement.

Sur ce plan, les sociétés est-européennes rompent avec la tradition révolutionnaire des deux derniers siècles, et tout particulièrement avec le *paradigme républicain* de la mobilisation populaire comme instrument privilégié de changement social⁹. Depuis la fin de 1989, les sociétés post-communistes ne renvoient plus l'image « moderne », « progressiste », ou « révolutionnaire » de sociétés mobilisées, porteuses d'un projet collectif et d'une volonté de maîtrise de leur devenir. Il est symptomatique à cet égard que la réforme fiscale, pourtant placée au premier rang des réformes de structure, en 1990-1991, reste encore bloquée dans la totalité des pays en transition, à l'exception partielle de la Hongrie. Derrière les niveaux et les modes de prélèvements, qui relèvent *a priori* de considérations techniques plutôt absconses, se posent en effet des problèmes purement politiques, que de fait les ingénieurs de la remonétisation et de la privatisation n'ont pu cette fois-ci trancher seuls : la redistribution des revenus, la solidarité

9. Voir François Furet, « Les Russes finissent la Révolution française », entretien paru dans *Libération*, 27 août 1991.

entre catégories sociales et le rôle de l'État, ces questions qui touchent l'ensemble des intérêts sociaux, les mobilisent à coup sûr, mais dans le plus grand désordre, dans la surenchère démagogique. La conséquence de cette incapacité collective à reconstruire une fiscalité est que les États dépérissent d'eux-mêmes, dans les risques de crise sociale et d'inflation, et cela exactement au rythme où se réduisent des ressources qui proviennent pour l'essentiel des secteurs industriels nationalisés, engagés dans des récessions profondes et largement irréversibles.

L'antipolitisme postcommuniste

Cette tendance à ne pas vouloir assumer le caractère supérieurement politique du processus de réforme est apparue en fait dès le lendemain des révolutions de 1989, traduisant des évolutions sociales en cours depuis le début des années 1980 et dont l'influence libérale n'est qu'un aspect¹⁰. Sitôt les nouvelles structures gouvernementales mises en place, il est apparu tant aux nouveaux gouvernants qu'aux opinions publiques que les « forces de marché » étaient le seul levier de réforme, ou la seule force de changement social à même de détruire définitivement l'héritage communiste et de reconstruire des sociétés prospères, ouvertes et autonomes.

Priorité conjoncturelle à la réforme économique ? Pessimisme sur les capacités d'action collective en temps de crise ? Incertitudes sur l'efficacité de moyens plus institutionnels ? Toujours est-il que, par exemple, la question de la réforme de l'État est restée très absente depuis que les ruptures démocratiques ont trouvé leur aboutissement dans les textes et dans les institutions. Réformes constitutionnelles, restauration de l'État de droit, élections libres, restructuration de la police, etc., tout cela est certes essentiel, mais ne va pas au-delà du retour à ce qui est justement conçu comme la normalité démocratique. L'idée en revanche que l'État ne soit pas purement constitutionnel, qu'il puisse prendre en charge des choix collectifs issus de débats contradictoires, qu'il soit l'organe d'une démocratisation des pratiques sociales, tant au niveau local que national, tout cela n'apparaît guère, ni dans les programmes des nouveaux gouvernements, ni dans ceux qui sont censés animer les débats électoraux. L'action de l'État reste en tant que telle fortement illégitime dès lors qu'elle ne légifère pas sur son propre retrait du champ social.

10. Voir B. Chavance, *les Réformes économiques à l'Est, de 1950 aux années 1990*, Paris, Nathan, 1992 (notamment le chapitre 12).

Le même constat peut être fait sur la question pourtant beaucoup moins sensible du rôle des mouvements sociaux. Bien qu'à l'évidence elle ne se décrète pas, la renaissance d'une société civile dynamique et porteuse d'autonomies collectives n'apparaît plus vraiment comme une priorité ni même comme une force de rénovation sociale. Après les phases de mobilisation de 1989 et les élections de 1990, peu est dit maintenant du rôle qui devrait revenir aux initiatives locales de citoyens, aux mouvements écologiques ou consuméristes, aux diverses organisations sociales du type associations ou syndicats, enfin à une presse indépendante et qui ne serait pas simplement vendue aux divers Bertelsmann et autres Hersant.

Ainsi les institutions premières de la démocratie apparaissent à la limite comme le seul objet collectif défendable, la seule préférence sociale susceptible d'être instituée ou organisée. Après quatre décennies de glorification de la volonté et de la parole collectives, l'expression supérieure de la démocratie serait en somme dans la limitation du politique, et plus généralement de l'ordre sociétal, à leur plus simple expression. L'essentiel serait ailleurs : d'une part dans l'espace libre presque infini laissé désormais à l'individu et à ses intérêts, espace que les nouvelles institutions n'auraient d'autres fonctions que de garantir ; de l'autre, symétriquement, la projection de toute représentation collective dans la sphère symbolique de l'identité et de la mythologie nationales.

Ainsi, le programme « antipolitique » de György Konrad, énoncé dans une situation politique très spécifique (la Hongrie du début des années 1980), trouve aujourd'hui une forme de confirmation sur le plan des pratiques sociales. Mais ses limites apparaissent d'autant plus dans le cadre d'une démocratie renaissante et encore très fragile : « L'antipolitique cherche à remettre la politique à sa place et à s'assurer qu'elle y reste sans dépasser la fonction qui lui est propre, qui consiste à défendre et à raffiner les règles du jeu de la société civile. L'antipolitique est l'*ethos* de la société civile, et la société civile est l'antithèse de la société militariste ». « L'antipolitique et le gouvernement travaillent dans deux dimensions différentes, dans deux sphères séparées. L'antipolitique n'apporte son soutien ni ne s'oppose au gouvernement ; elle est quelque chose de différent. Ceux qui s'en réclament se trouvent bien là où ils sont ; ils forment un réseau qui surveille le pouvoir politique, en exerçant une pression qui se fonde uniquement sur leur stature culturelle et morale et non sur une quelconque légitimité électorale¹¹. »

En devenant le paradigme de la « trahison du politique », les anciens partis communistes et leurs multiples organisations satellites

11. György Konrad, *l'Antipolitique*, La Découverte, 1987, p. 85 et 207.

semblent avoir durablement disqualifié les idées d'action, de projet et de médiation politiques. C'est le principe même d'une expression collective qui semble parfois atteint, par réaction contre la dévalorisation de toute parole publique par quarante années de logomachie communiste (discours-fleuve, appels incessants à la mobilisation, presse redondante, slogans répétitifs inscrits sur les murs, etc.). Il n'est pas insignifiant, de ce point de vue, que les trois dernières années n'aient révélé qu'un nombre limité de tribuns politiques, le véritable concours se jouant plutôt sur le terrain de l'« anti-rhétorique », par exemple entre MM. Antal et Mazowiecki...

On peut aussi rappeler que l'effet le plus puissant du premier voyage du pape en Pologne, en 1979, a tenu précisément en la redécouverte d'une « parole vraie » dans un univers dont la constitution linguistique reposait sur le mensonge et le surcodage systématiques. Que cette réhabilitation du mot et de son sens ait pris dans ces conditions un contenu religieux, fortement normatif, n'est évidemment pas secondaire : seule, sans doute, une parole de ce type pouvait rompre la loi entropique du discours communiste et atteindre l'ensemble de la population, par-delà l'absence d'un espace public où se formule et se discute la politique. Dans le contexte présent de délégitimation d'une politique pourtant rendue à la démocratie, la question est cependant de savoir si, par un sombre paradoxe, cette sorte d'expérience mystique de la démocratie directe, prolongée par les luttes des années 1980, n'aurait pas tant apporté un nouvel apprentissage du débat public que fondé un nouveau mythe d'unanimité et de transparence à lui-même du corps politique¹².

Délivrées de l'oppresseur étranger, réconciliées avec elles-mêmes dans la lutte pour les libertés, les nations pourraient en somme retrouver leur unité spirituelle et restaurer une démocratie qui leur serait presque naturelle, ou virginale, coextensive pour ainsi dire à leur souveraineté, et infiniment plus vraie que la politique professionnelle qui se pratique à l'Ouest. Guère de place, par conséquent, pour la reconnaissance des divisions et des conflits internes, *a fortiori* pour leur médiation : les mouvements politiques sont reçus comme un sous-produit de la démocratie, inévitables plutôt que nécessaires, et en tout cas étrangers à la vérité et à l'innocence de la nation. Vaclav Havel, dans l'ouvrage déjà cité, exprime très clairement cette opinion : « Certes, le pouvoir concentré entre les mains de l'appareil bureaucratique du parti unique, comme c'est le cas dans les pays communistes, ne vaut pas le système de multipartisme contrôlé par l'opinion publique, libre de s'exprimer et de choisir lors des élections. Mais, même cette situation-là, je ne la considère pas comme idéale.

12. Voir Patrick Michel, *la Société retrouvée*, Le Seuil, 1988.

Je suis d'avis qu'ils serait plus sensé d'élire des individus et non pas des partis [...], donc des hommes politiques qui conquerraient eux-mêmes les faveurs des électeurs grâce à leur personnalité et non en tant que responsables ou favoris d'un mégamécanisme. Les partis peuvent être aussi nombreux qu'on le veut, ils devraient garder le caractère de cercles politiques où se cristallisent les opinions et où les gens se rencontrent pour choisir entre eux ceux qui conviennent à la gestion de la *cit*¹³. »

En d'autres termes, la cité, ou la nation, aurait montré suffisamment d'unité et de force dans l'expression de sa volonté et de sa vérité premières, pour ne pas avoir à en passer par ces expédients, qui ne peuvent jamais exprimer que les opinions sinon les intérêts de certains, sinon ceux des « mégamécanismes ». La démocratie serait donc affaire de volonté immanente plus que de compromis, de communion plutôt que de conventions, de « gens se rencontrant entre eux » plutôt que d'assemblées républicaines. D'où découlent sans doute, entre autres, les forts taux d'abstention aux élections, la fragmentation politique en micro-organisations uniquement représentatives d'elles-mêmes, l'ignorance du rôle des institutions et du droit dans le fonctionnement ordinaire d'une démocratie ; d'où, enfin, des réflexes antiparlementaires et les tentatives observées ici et là d'en appeler directement au peuple et à son bon droit, par-dessus ceux qu'il a récemment élus mais qui nécessairement l'auraient déjà trahi.

L'« immaturité politique » de ces pays est donc le fruit de la surpolitisation rhétorique des régimes communistes, mais aussi celui de sociétés longtemps infantilisées qui ont rarement eu à se gouverner elles-mêmes, c'est-à-dire à se confronter collectivement à une réalité faite de divisions et d'intérêts opposés. Cette résistance à reconnaître le politique pour ce qu'il est, et la société pour un corps divisé, apparaît alors comme la caractéristique de sociétés dont il a déjà été dit qu'elles ne s'aiment pas, ne veulent pas se voir en image – que cette représentation soit politique, sous la forme de partis, d'assemblées ou de groupes d'intérêts, ou bien qu'elle touche à l'image de la nation produite par exemple par les livres de sociologues et les débats d'historiens¹⁴.

13. Vaclav Havel, *op. cit.*, p. 21.

14. Ainsi, lors de l'affaire du carmel d'Auschwitz, en août 1989, n'a-t-on pas assez souligné combien, à côté de manifestations d'antisémitisme tout à fait abjectes, la violence de certaines réactions polonaises trahissait aussi une authentique peur panique devant l'effet d'objectivation de l'histoire nationale que portait ce conflit. A travers la question confuse et refoulée de la relation passée avec les juifs, c'était aussi toute une histoire nationale mythologisée qui était mise en question. En ce sens, ces réactions exprimaient une peur d'« avoir à connaître », c'est-à-dire une fuite devant l'inévitable désenchantement de l'histoire nationale que suppose un tel regard objectivant, porté qui plus est sous celui d'une opinion internationale peu éclairée.

Le libéralisme antipolitique

C'est dans ce cadre instable, et à bien des égards pré-démocratique, que doit se comprendre l'hégémonie actuelle de l'économisme libéral et le sens spécifique que prend ce discours dans le contexte post-communiste. Cet environnement explique en particulier que cette suprématie idéologique ne peut pas s'analyser simplement comme un déplacement à l'intérieur de la tradition très large de la philosophie démocratique : par exemple, un glissement qui porterait d'une tendance républicaine et française, vers une autre, plus individualiste et plus anglo-saxonne, susceptible de mieux prendre en compte la dimension du marché et de la libre entreprise.

En fait, le contexte est-européen met à jour et radicalise le *paradoxe antipolitique* de l'économisme libéral, que la plus grande diversité idéologique des sociétés occidentales permet dans une certaine mesure de neutraliser : rationnel et modernisateur, parfaitement compatible avec une politique démocratique, il est cependant porteur d'une connaissance du social qui est spécifique, compartimentée, presque technicisée ; ainsi, il apparaît comme un discours dépolitisé et dépolitisant, qui intègre en ce sens l'antipolitisme postcommuniste, le rationalise, et éventuellement conforte des tendances qui rendront plus difficiles la formation de régulations sociales fortes et démocratiques.

Faut-il en effet le rappeler ? En bonne doctrine néolibérale, c'est-à-dire en s'en tenant au seul champ économique dont elle se réclame, la raison et l'organisation collectives ne se constituent que dans les canaux où s'agrègent les calculs de l'*homo oeconomicus*, si bien que la politique en tant que telle n'a pas d'autre objet que de garantir la fluidité et la sécurité de cette circulation. On voit les contresens, impasses et retournements de sens auxquels conduit l'économisme libéral, lorsque de doctrine économique, très abstraite et relativement technique, on le transforme en un discours public et général, censé rendre raison de l'ensemble du processus de changement social. Il se transforme alors en une idéologie politique comme une autre, mais dont la caractéristique majeure, notamment dans le contexte est-européen, est de ne porter aucune réflexion sur le rôle du politique dans le processus de réforme ; plus généralement, et contrairement au libéralisme politique, cette idéologie ignore massivement les mouvements collectifs et les relations non marchandes, pourtant constitutifs d'une société civile autonome qui ne se réduirait pas à seule initiative économique privée. Or cette disposition idéologique ne correspond que trop bien, a-t-on dit, à ce que veulent entendre des sociétés revenues du politique au point de ne vouloir lui reconnaître ni de lieu ni d'expression.

Au-delà de divergences, voire d'oppositions tout à fait évidentes et sur lesquelles on a déjà insisté, on voit apparaître les convergences entre les deux discours centraux de l'après-communisme : un économisme libéral, fatalement incompris et qui tend de lui-même à dépolitiser le social, face à un populisme qui, dans ses formes modérées ou extrêmes, tend lui aussi à déplacer le débat politique hors du champ social, vers celui de symboles et de la mythologie collective. En somme, l'espace de la politique et de la citoyenneté, la diversité des intérêts sociaux, la pluralité des voies ouvertes dans le choix du marché tendent à être écrasés entre ces deux discours compacts et homogénéisateurs : celui de la nation, de la tradition ou de la religion, qui par définition sont unes et indivisibles, et celui du marché, dont toute la science économique s'épuise à montrer qu'il est régi par des lois universelles, valables pour tous et en tout pays – en d'autres termes, des lois naturelles et non politiques.

Ces deux discours traduisent ainsi la même difficulté à ajuster le processus politique à ses véritables objets : l'établissement d'un nouveau contrat social, à partir des principes de démocratie, d'État de droit et d'économie de marché, la mise en place d'institutions démocratiques et la création de régulations sociales ouvertes. Ceci ne manifeste donc pas un excès ou bien une déviation de la politique, mais un véritable manque de politique¹⁵, par lequel, investis dans des luttes sur les symboles et les critères de l'identité collective, les politiques laissent la gestion concrète des réformes à des ingénieurs du social, qui ne proclament que leur apolitisme.

Un tel partage du champ politique est d'abord dangereux par son versant symbolique, celui-ci nourrissant la délégitimation de la démocratie en ne l'ajustant pas aux enjeux sociaux des réformes. Mais il l'est également par son versant réel : celui de la conduite concrète des réformes, dont il est illusoire de croire qu'elles puissent se développer depuis une sorte de salle des commandes de l'économie, soigneusement mise à l'abri d'une société colérique.

Contrairement à ce qu'affirme la doctrine libérale, une économie de marché bien régulée a besoin en effet d'au moins deux composantes de nature non économique, directement produites par le processus politique : un cadre institutionnel bien rodé – cela, même les économistes du Fonds monétaire commencent à en convenir, mais sans trop savoir quelles conclusions en tirer –, puis un corps social dynamique, dont les capacités d'initiatives et d'autonomie ne s'épuisent pas dans le seul champ économique, celui-ci prenant appui sur un tissu dense d'institutions, de solidarités, de coopérations et d'aptitudes collectives à négocier. En d'autres termes, le marché est produit et porté par le

15. Voir P. Michel, « Le pape contre la société civile ? », *Libération*, 24 juin 1991.

social, et il lui appartient totalement puisque ses lois sont de nature sociale et fonctionnent dans un espace socialement construit – et non dans l'état d'apesanteur politique, ou dans l'utopie rationalisée que décrit la théorie économique néo-classique. Or, à défaut de pouvoir être porté par une société suffisamment forte et dynamique, le marché peut faire preuve d'une terrifiante capacité destructrice : à même de s'étendre à un grand nombre de champs sociaux, il dissout les formes d'organisation non marchandes.

Le risque que courent aujourd'hui les pays d'Europe de l'Est, et qu'illustre déjà l'expérience de nombreuses économies du tiers monde, est donc que la « libération » brutale des forces de marché, dans un environnement social et institutionnel faible, aboutisse à bloquer ce processus d'adaptation du corps social dont l'objet est d'intégrer, de maîtriser, et de valoriser ce type particulier de régulation sociale qu'est le marché. Les symptômes d'une telle « involution capitaliste » sont déjà manifestes dans les sociétés postcommunistes : croissance économique faible, tendance à l'hyperinflation, corruption, affaiblissement de l'État, déclin des classes moyennes, accroissement des inégalités et des phénomènes d'exclusion sociale, etc.

Régulation à la fois très efficace et très partielle, le marché n'est pas lui-même porteur de la contrainte de cohérence sociale dans laquelle il se fonde. En d'autres termes, il serait illusoire et dangereux d'attendre d'une sorte de gravitation originelle, ou bien de loi immanentes au social ou à l'économique, qu'elles conduisent spontanément les sociétés est-européennes à l'état optimal tant espéré – la démocratie, le marché et la richesse. Ceci paraît d'autant moins le cas que les programmes de réformes actuels sont porteurs de ruptures sociales exceptionnellement profondes, qui brisent les supports de stabilité et de continuité du social, tant sur le plan des structures réelles que sur celui des représentations collectives.

La corrélation qui, selon certains, lierait naturellement l'économie de marché et la démocratie pourra peut-être se vérifier dans les années à venir, mais dans un sens radicalement opposé à la grande convergence libérale tant évoquée : celle qui conduirait à une société immédiatement pacifiée, équilibrée et prospère. Des systèmes politiques démocratiques tout comme des régulations économiques stables et équitables seront produits par la société, mais dans un mouvement où sa volonté d'autonomie et de maîtrise devra nécessairement rencontrer son affirmation comme sujet politique. Plus peut-être qu'en toute autre circonstance historique, les sociétés postcommunistes n'ont d'autres solutions, pour atteindre leurs objectifs libéraux, que d'établir volontairement un nouveau contrat démocratique et de construire pour cela un espace public ouvert où puissent se médiatiser et se débattre les différends d'une société partagée et déstabilisée.

Pour cela les lois anonymes de la concurrence ne suffisent pas, tandis qu'une politique symbolisée et autonomisée paraît au mieux inadaptée, et sinon contre-productive.

*

* *

Il y a par conséquent dans les sociétés postcommunistes un besoin de représentation et de capacités de politisation du processus social très supérieur à celui qui est observé aujourd'hui, mais également supérieur à celui des sociétés stables et prospères de l'Ouest. A défaut, le déclin du paradigme républicain de la participation politique risque de trouver là un aboutissement tragique, simplement parce qu'il prouverait *a contrario* qu'il est à ce jour la seule forme politique capable de maîtriser un processus de changement social aussi profond, déstabilisateur et imprévisible que celui actuellement en cours en Europe de l'Est. L'acte révolutionnaire de 1989 devrait en somme toujours s'assumer comme tel et se prolonger dans une politique qui, même si elle ne se présente pas comme l'ultime héritière de l'épopée de 1789, n'en aurait pas moins à inventer des formes de mobilisation politique et de citoyenneté à la hauteur du projet historique exceptionnellement volontariste et rationaliste inauguré il y a deux ans. L'alternative ne semble pas en effet devoir être le passage immédiat à une société « post-révolutionnaire » ou « post-utopique », qui aurait déjà mené à son terme l'expérience définitive du désenchantement de la politique. Dans les circonstances présentes, c'est plutôt le retour à des formes d'ordre social plus archaïques, plus autoritaires et injustes qui se dessinerait, l'incapacité à établir un contrat démocratique finissant par provoquer la violence et l'hyperinflation.

Jérôme Sgard